

FDSEA et JA du Lot alertent sur l'avenir de l'agriculture européenne

19 décembre 2025 Thibaut Souperole



Les syndicats dénoncent la suppression de l'accueil physique à la DDT du Lot.

Ce 18 décembre 2025, la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs du Lot se sont mobilisés à Cahors « pour porter des revendications fortes et légitimes, en totale convergence avec la grande mobilisation européenne qui a réuni plus de 10 000 agriculteurs à Bruxelles, dont près de 4 000 Français. » Comme à Bruxelles, notre mobilisation traduit une colère profonde face à des décisions européennes qui menacent directement l'avenir de l'agriculture française et européenne. À l'occasion de cette action, nous avons également mené des contrôles de transports de bovins afin d'alerter sur la DNC. Chacun le sait : le transport illégal d'animaux constitue le premier facteur de propagation de la maladie. Cette action visait à rappeler l'importance du respect strict des règles sanitaires pour protéger les élevages » ont déclaré les présidents des syndicats avant de détailler les raisons de leur colère :

> Accord UE-Mercosur : un report insuffisant

« Nous avons pris acte du report de la signature de l'accord UE-Mercosur au mois de janvier. Toutefois, ce simple report n'est en aucun cas satisfaisant. Cet accord reste obsolète, déséquilibré et dangereux pour l'agriculture française. Il ferait entrer sur le marché européen des produits ne respectant pas nos normes sanitaires, environnementales et sociales, tout en imposant toujours plus de contraintes à nos agriculteurs. Nous demandons clairement que la France s'oppose à cet accord et dise non au Mercosur, sans ambiguïté. »

> PAC : non à une réforme affaiblie et renationalisée

« Le projet de réforme de la PAC suscite une vive inquiétude : baisse annoncée du budget, dilution de la PAC dans un budget unique et risque de renationalisation des aides. L'agriculture est la seule politique réellement intégrée de l'Union européenne. La fragiliser, c'est prendre le risque de distorsions de concurrence entre États membres, d'une baisse des revenus agricoles et d'un découragement des jeunes à l'installation. Sans ambition agricole forte, la souveraineté alimentaire européenne restera un simple slogan. »

> Charges et contraintes : stop à l'incohérence

« Les mesures d'ajustement carbone aux frontières (MACF), notamment sur les engrains, illustrent une nouvelle fois la déconnexion de la Commission européenne avec la réalité économique des exploitations. Dans un contexte de crise, alourdir encore les charges est une véritable inconscience. À Bruxelles comme dans le Lot, les agriculteurs expriment un même sentiment : celui de ne plus être entendus ni respectés. FDSEA et JA du Lot refusent que l'agriculture européenne soit sacrifiée au profit d'accords commerciaux déséquilibrés et de décisions idéologiques. »

Si aucune réponse concrète n'est apportée, FDSEA et JA du Lot n'excluent pas de nouvelles actions après les fêtes.

> Suppression de l'accueil physique à la DDT

La FDSEA et les Jeunes Agriculteurs du Lot communiquent sur la suppression de l'accueil physique à la DDT du Lot : « Nous venons d'apprendre que l'accueil physique de la DDT du Lot va être définitivement supprimé. Cette décision est incompréhensible et profondément regrettable. À l'heure où la profession agricole traverse une crise majeure, où les agriculteurs se sentent de plus en plus incompris, éloignés de l'administration et confrontés à une complexité administrative croissante, cette suppression va totalement à l'encontre des revendications portées ces derniers mois. Tous ne disposent pas des mêmes outils numériques, ni du même niveau d'aisance face à des démarches toujours plus complexes. Supprimer ce contact humain, c'est accentuer le sentiment d'abandon et renforcer la fracture entre le terrain et les services de l'État. La profession agricole a besoin de proximité, d'écoute et d'accompagnement, pas d'une administration toujours plus distante et dématérialisée. Cette décision envoie un très mauvais signal à un moment où le dialogue et la reconnaissance du travail des agriculteurs devraient être une priorité. Nous demandons que cette décision soit reconsidérée et que des solutions concrètes soient mises en place afin de garantir un accueil accessible, humain et adapté aux réalités du monde agricole dans le Lot. »

■ Vues : 330

Partager :

